

LA RENTRÉE UNIVERSITAIRE

Harraoubia rattrapé par la réalité du terrain

Le pronostic optimiste émis par le ministre du secteur a été démenti par la réalité du terrain.

La rentrée universitaire ne se présente pas sous de bons auspices. Le flux d'étudiants qui rejoindront en octobre les bancs de la fac risque d'être mal maîtrisé au centre du pays. Des recteurs ont dit, hier, leurs craintes à Harraoubia qui affiche une sérénité à toute épreuve.

Nawal Imès- Alger (Le Soir)- Si les établissements universitaires de l'Est et de l'Ouest abordent la rentrée avec sérénité en raison d'un surplus de places pédagogiques, la situation est autre au Centre en raison des retards accusés dans la réception des infrastructures qui devaient être achevées avant la fin septembre.

De l'aveu même de la présidente de la conférence du Centre qui s'exprimait hier au nom de l'ensemble des établissements de la région, la rentrée ne sera pas de tout repos pour tous les recteurs. C'est le cas pour ceux de l'USTHB, des universités d'Alger, de Bouira, de Djelfa et de nombreux instituts et écoles supérieurs. Un constat qui

tranche avec les assurances du ministre du secteur. En réunissant hier au niveau de son département l'ensemble des directeurs d'établissements, Rachid Harraoubia a fait part de sa satisfaction de l'excédent de places pédagogiques et de lits au niveau des cités universitaires, prédisant une rentrée «sans problèmes».

Même constat pour l'opération d'orientation qui, selon ses dires, a été «équitable» et «transparente». Aux journalistes qui lui faisaient part des contestations des lauréats, Harraoubia ira jusqu'à dire qu'il était prêt à vérifier publiquement chaque réclamation. Il estime à ce sujet que les contestations sont dues à une mauvaise connaissance des modalités



La rentrée ne sera pas de tout repos pour certains recteurs.

d'acceptation. «Les gens doivent savoir qu'une pré-inscription n'ouvre pas droit à une place automatique-

ment. Les inscriptions doivent prendre en considération l'ensemble des moyennes et comme cette année nous avons enregistré beaucoup de mentions, il y a des déçus», a dit Harraoubia en direction des directeurs d'établissement.

Ces derniers ont évoqué au cours de cette réunion les problèmes liés à l'équipement des cités universitaires, qui connaît du retard, et au manque de matériel

informatique. Des remarques qui n'ont pas été du goût du ministre qui a

appelé à la rescousse un de ses collaborateurs chargés d'asséner les montants alloués aux différents établissements pour l'équipement informatique.

Harroubia partage, néanmoins, le souci des enseignants qui souhaitent que le transport universitaire soit assuré au-delà de 18h. Pour le ministre, les universités algériennes sont une exception en la matière. «Les universités restent ouvertes jusqu'à minuit dans d'autres pays, il n'est pas acceptable que les nôtres ferment à 17h». Même s'il dit comprendre les pesanteurs de «l'entourage social», le ministre a indiqué que, désormais, le cahier des charges des entreprises souhaitant faire du transport universitaire comportera une clause sur les horaires de travail. Idem pour les cités universitaires qui devront laisser les restaurants ouverts pour permettre aux étudiants qui terminent tard leurs cours de se restaurer.

N. I.

SYSTEME LMD

Vers l'instauration du tutorat

Pour accompagner les étudiants qui ont choisi le système LMD, un texte de loi instaurant le tutorat sera incessamment approuvé par le gouvernement. Il s'agira de nommer pour chaque étudiant, un professeur qui lui servira de «guide» tout au long de son cursus. Le rôle du tuteur ne se limitera pas à cette mission puisqu'il devra aider le jeune diplômé à s'insérer dans le monde du travail.

N. I.

LA DÉCISION SERA APPLIQUÉE DÈS LA RENTRÉE PROCHAINE

Jeudi férié

pour l'enseignement primaire

La mesure est désormais applicable. La journée de jeudi sera incluse dans le week-end pour les élèves du primaire dès cette année scolaire. Cette mesure prise et annoncée par le ministre de l'Education est le résultat des multiples sollicitations des parents d'élèves, qui se plaignaient de la surcharge des programmes issus de la réforme du système éducatif.

Rosa Mansouri - Alger

(Le Soir) - C'est suite aux doléances adressées par les parents aux responsables du secteur, mettant en avant les difficultés de leurs enfants à assimiler les programmes et le volume horaire qui leur est imposé, que la commission pédagogique chargée de l'évaluation des programmes s'est penchée sérieusement sur cette question.

Contacté hier à ce propos, le directeur de l'enseignement fondamental au niveau du ministère de l'Education, M. Abbassi a expliqué, en effet, que «les réformes ne sont pas figées et sont périodiquement évaluées, de sorte à corriger et à réviser les imperfections».

C'est d'ailleurs le cas pour la surcharge des programmes, tous paliers confondus, issus de réforme. Une situation constatée et vérifiée par les équipes pédagogiques qui ont effectué une enquête dans ce sens au niveau de 15 wilayas.

Les résultats ont montré la nécessité, voire l'obligation, d'alléger les programmes au niveau de tous les paliers.

Des commissions ont été par la suite installées pour, éventuellement, apporter les changements nécessaires sans pour autant altérer le contenu.

La grille horaire hebdomadaire du cycle primaire est ainsi revue à la baisse, passant de 27 à 24 heures par semaine pour les

élèves des 1^{re} et 2^e années primaires. La durée de la séance est ainsi passée de 60 à 45 mn. En plus de décréter la journée de jeudi fériée pour l'enseignement primaire, cette décision répond cependant à des considérations d'ordre organisationnel.

Libérer les élèves le jeudi a pour objectif aussi d'assurer dans de bonnes conditions les programmes de formation continue des enseignants. Il a été constaté par le passé que ces derniers étaient contraints de sacrifier les cours du jeudi.

Cet aménagement répond donc à cette problématique et évitera des répercussions négatives de la formation des enseignants sur les élèves.

Par ailleurs, les mêmes dispositions, à l'exception du jeudi férié, ont été prises concernant les autres cycles de l'enseignement. Pour le moyen et le secondaire, les programmes ont été également allégés, mais pas les horaires.

«Nous avons effectivement revu les programmes du moyen et du secondaire. Nous avons intervenu sur le contenu de manière à sauvegarder la cohérence des programmes», a expliqué M. Abbassi.

Les pédagogues sont de l'avis de dispenser les élèves des autres paliers des cours le jeudi, mais la chose n'a pas pu être rendue possible dans l'immédiat.

«Avec le flux d'élèves qui arrivent au moyen, nous n'avons pas l'encadrement et l'espace suffisants pour prendre une telle mesure», a souligné notre interlocuteur. Il n'est pas possible, dit-il, de sacrifier les heures du jeudi.

Au moyen, par exemple, les 44 programmes ont été tous allégés. M. Abbassi estime toutefois que la réforme du système éducatif n'est pas figée et que des changements peuvent intervenir à n'importe quel moment.

R. M.

Le LMD à la traîne

Le système LMD introduit dans le cadre de la réforme de l'université continue de susciter des réticences. En témoignent les statistiques qui font ressortir que pour la rentrée 2008- 2009, 42% seulement des bacheliers ont opté pour ce système contre 57 qui lui ont préféré le système classique. Les recteurs sont d'ailleurs appelés à faire plus d'efforts pour convaincre les étudiants d'opter pour le LMD.

N. I.

LES ENSEIGNANTS CONTRACTUELS

ONT RENCONTRÉ HIER LES RESPONSABLES DE L'ÉDUCATION

Des solutions ou de la supercherie ?

Hier, en fin de journée, rien n'avait encore filtré sur la rencontre qui a regroupé les représentants des enseignants contractuels grévistes, avec le chef de cabinet du ministère de l'Education nationale. Si les enseignants ont accueilli cette invitation avec beaucoup d'optimisme et d'espoir, il n'en demeure pas moins que les résultats ne promettent rien de positif. Selon des sources proches du département de Benbouzid, cette rencontre obéit au cadre de concertation que le ministère veut instaurer avec les syndicats. Autrement dit, il s'agit plutôt d'une rencontre de complaisance que celle de décisions. Nos sources affirment que le ministre refuse d'agir sous la pression et il a attendu la fin de la grève et l'apaisement des esprits pour inviter les enseignants à une séance de discussions et d'échanges de points de vue. Le ministre l'a bien explicité d'ailleurs, dans sa conférence de presse il y a deux jours, à l'issue de la rencontre des directeurs de l'éducation, en disant «qu'il n'y a aucun règlement de conflit, en dehors du cadre de la loi de la République».

«Nous allons recevoir les contractuels et nous allons leur proposer notre aide, si nous le pouvons», avait-il déclaré. Ainsi, le bonus de cinq points accordé par le gouvernement aux enseignants contractuels, dans le cadre des concours organisés par la Fonction publique (juillet et le deuxième prévue pour le 29 septembre), aucune autre mesure n'a été prise pour mettre fin au calvaire des 45 000 enseignants contractuels. Ces derniers n'ont pas manqué d'ailleurs de dénoncer, dans un communiqué parvenu dimanche à notre rédaction, certaines irrégularités constatées dans plusieurs wilayas, faisant état de la non-application de la bonification accordée par le gouvernement à tous les contractuels. Un rassemblement des enseignants est prévu aujourd'hui devant la direction de l'éducation d'El Harrach, mais sa tenue dépendra des résultats de la rencontre avec le chef de cabinet du ministère. Il ne faut pas perdre de vue que ce dernier peut proposer des solutions alléchantes pour les enseignants grévistes, sans pour autant se pencher sur le fond de la problématique. Les représentants des contractuels vont-ils ainsi succomber à la tentation ou rester solidaires et agir en conséquence ?

R. M.